

Le Conseil de l'Europe doit travailler pour les droits des femmes

Pour l'abolition universelle de la maternité de substitution (GPA)

Rassemblement mardi 15 mars 2016 de 10h30 à 12h

devant le Bureau du Conseil de l'Europe

55 avenue Kléber Paris 16^{ème} (métro Boissière)

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), qui adopte des résolutions et formule des recommandations dont les 47 membres de l'organisation doivent tenir compte, a demandé un rapport sur « les Droits humains et questions éthiques liées à la gestation pour autrui ». Le 15 mars, la Commission des affaires sociales de l'APCE se réunira à Paris, à huis clos, pour voter ce rapport, éventuellement assorti d'un projet de résolution et de recommandation.

Or, la rapporteure, sénatrice belge Petra de Sutter est, selon nous, en conflit d'intérêt avec le sujet de l'étude.

En effet, cette sénatrice dirige le département de médecine de la reproduction à l'hôpital universitaire de Gand qui accompagne des mères porteuses en Belgique.

De plus, son service collabore avec la clinique indienne *Seeds of innocence*, où la maternité de substitution est pratiquée et qui met en avant sa collaboration avec Mme de Sutter comme argument pour ses clients internationaux.

Nous redoutons que le rapport ne fasse que condamner la GPA pratiquée à titre commercial pour avancer ce qu'on appelle pudiquement la GPA éthique. Or, la reconnaissance par les instances du Conseil de l'Europe d'une GPA dite "éthique" ou d'une GPA "encadrée", faussement opposée à une GPA "commerciale", serait d'une grande hypocrisie et ne ferait que cautionner ce qui se passe actuellement à l'international : l'exploitation d'êtres humains à des fins de reproduction.

Au-delà de la question du conflit d'intérêt, nous revendiquons l'abolition universelle de la GPA. Les sociétés démocratiques doivent avoir pour principe de refuser la marchandisation et l'instrumentalisation du corps humain.

Nous attendons du Conseil de l'Europe qu'il défende les Droits de l'Homme (droits des Êtres Humains) c'est-à-dire la dignité des femmes et des enfants.

La GPA est contraire au respect des droits de la personne humaine

La gestation pour autrui instrumentalise le corps des femmes au profit d'individus et pour les intérêts mercantiles de filières médicales, juridiques et commerciales.

Quel est « ce droit à l'enfant » trop souvent mis en avant pour justifier le recours à la GPA ? Les possibilités techniques actuelles d'assistance à la reproduction ne justifieront jamais la prédation d'autrui et l'exploitation des femmes.

La compassion pour les personnes, stériles ou non, en désir d'enfant, l'argument de la « générosité, l'altruisme » des femmes, le concept de « nouvelles parentalités »... servent de cache sexe à une réalité autrement moins glamour : l'utilisation pendant des mois du corps d'une femme, donc d'un être humain, pour un intérêt privé avec la mise en danger de celle-ci car la grossesse, l'accouchement et toutes les préparations chimiques utilisées comportent des risques.

La question du contrat, de la rémunération ou du "dédommagement" montrent bien que nous sommes dans une réalité marchande. Par bien des aspects, la GPA est une forme « moderne » de prostitution.

Quant à la demande d'encadrement, dite éthique, de la GPA, où les conditions d'accès seraient fixées, non plus par contrat mais par la loi, elle ne saurait faire disparaître l'exploitation du corps des femmes.

Initiative de l'appel



coordination des associations
pour le droit à l'avortement
et à la contraception



Premières organisations signataires de l'appel

Amicale du nid ; AnA Society for Feminist Analyses, Bucarest ; Bagdam Espace Lesbien - Toulouse ; Cibel ; CNDF - Collectif national pour les droits des femmes ; Collectif et Réseau féministe "Ruptures" ; Collectif Midi-Prénées pour les droits des femmes ; Coordinamento Italiano della Lobby Europea delle Donne ; CQFD / Fierté Lesbienne ; ECICW - CECIF European Centre of the International Council of Women ; ECVF - Elu/es Contre les Violences faites aux Femmes ; ELCEM - Elus Locaux Contre l'Enfance Maltraîtée ; Encore féministes ; Femmes migrantes debout ; Femmes solidaires ; FIT - Une Femme un Toit ; FNSF - Fédération Nationale Solidarité Femmes ; GCdV - Groupe Cadre de Vie ; Images et paroles (association d'artistes féministes) ; L'Assemblée des femmes ; L'Escalier - Solidarité Femmes ; La CLEF - Coordination française pour le lobby européen des femmes ; La LUNE - Strasbourg ; La Marche Mondiale des femmes ; Le CEL - Marseille ; Le Mouvement du Nid ; LEF - Lobby Européen des femmes ; Les chiennes de garde ; Les effronté-e-s ; Libres MarianneS ; LIFPL - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté ; Maison des femmes de Paris ; No somos vasijas - Espagne ; Pour les droits des femmes du Québec ; Se Non Ora Quando ? Libere - Rome ; SOS sexisme ; Union des Femmes Monégasques ; Zéromacho